

# Sur les traces d'Hercule et de ses douze travaux

Manfred Weber, candidat de la démocratie chrétienne, a lancé, ce mardi en Grèce, sa campagne pour devenir président de la Commission.

**JUREK KUCZKIEWICZ**  
ENVOYÉ SPÉCIAL À NÉMÉE ET À ATHÈNES

**S**elon le mythe, c'est à Némée, dans le Péloponnèse, qu'Hercule accomplit le premier de ses grands travaux : tuer le lion à la peau impénétrable qui terrorisait la région. Manfred Weber, le candidat à la présidence de la Commission européenne du Parti populaire européen (PPE, dont font partie les CD&V et CDH belges), ne semblait pas savoir le poids écrasant de l'allégorie à laquelle il se mesurerait : c'est à Némée que Kyriakos Mitsotakis, leader du parti conservateur grec, avait invité le Bavarois à aller ce mardi y marquer le lancement symbolique de sa campagne électorale paneuropéenne, dont le gros événement public a eu lieu ensuite le soir même à Athènes. Némée reste connu pour son vin et pour les ruines d'un sanctuaire de Zeus : « Quel meilleur endroit que celui-ci, qui combine le meilleur de la Grèce », expliquait le leader de la Nouvelle Démocratie, donné favori dans les sondages pour être le prochain Premier ministre hellénique.

## Trois corbeilles

Mais avant cela, il faudra gagner les élections. C'est-à-dire aider le PPE à remporter le plus de sièges au Parlement européen, l'un des premiers tra-

voux herculéens de Weber. Jean-Claude Juncker, lorsqu'il avait étrenné le système des « spitzenkandidaten » il y a cinq ans, avait dressé dix priorités stratégiques. Manfred Weber a choisi douze promesses, comme son modèle involontaire du jour. Il les a présentées sous des roulements de tambour face à un public choisi d'huiles et cadres de la Nouvelle Démocratie, au centre de conférences Zappeion où fut signé il y a 40 ans le traité d'adhésion de la Grèce à l'UE par un autre dirigeant conservateur, Constantin Caramanlis.

Alors que les priorités de Juncker constituaient de véritables axes stratégiques autour desquels l'actuel président de l'exécutif bruxellois a organisé tout le travail de sa Commission, Weber a préféré lister des mesures ou projets concrets, regroupés en trois corbeilles (« Europe forte », « Europe intelligente » et « Europe aimable »). On y compte de vrais projets concrets et neufs, tels un master plan européen pour trouver une cure contre le cancer, la création d'un véritable FBI européen pour combattre le terrorisme, ou encore un fonds de transition numérique qui serait financé par la fameuse taxe du même nom sur laquelle l'UE a tant de mal à se mettre d'accord. Weber promet aussi, dépassant les compétences de l'UE, un traité mondial d'interdiction des plastiques à usage unique, et l'interdiction d'importer des produits résultant du labeur d'enfants.

D'autres « promesses » sont des prolongements ou des adaptations de projets déjà sur les rails : comme l'anticipation de la mise en place du corps européen de gardes-frontières et gardes-côtes. La législation sur ce nouveau Frontex vient d'être adoptée au Parlement européen, mais alors que sa mise en place n'est prévue que pour 2027,

Weber veut l'avancer à 2022. Ce en quoi il se heurtera aux capitales réticentes qui avaient précisément obtenu de repousser cette date... Weber promet aussi de supprimer 1.000 législations européennes, prolongeant ainsi le tournant pris en ce sens par la Commission Juncker qui avait juré de « légiférer mieux », c'est-à-dire moins.

Enfin, l'une des promesses, pas neuve dans sa bouche, n'est autre que l'arrêt des négociations d'adhésion avec la Turquie. Un projet – négatif – applaudi à tout rompre par son public athénien, et qui le sera sans doute aussi par bien d'autres en Europe...

## Critiques méprisantes

Reste la question que tout le monde continue à se poser : Manfred Weber, qui n'a pas été Premier ministre (comme Barroso et Juncker), même pas ministre comme le sont quasiment toujours les commissaires, réussira-t-il à se faire désigner par les 28 dirigeants nationaux ? Ce sera sans aucun doute son combat à lui contre des lions à peau épaisse. Car les 28 chefs d'Etat ou de gouvernement, auxquels les traités européens réservent la prérogative de désigner le président de la Commission, ne comptent pas, comme ce fut le cas il y a cinq ans avec Juncker, se faire imposer un candidat choisi par le Parlement européen. Weber a beau avoir été élu candidat dans une compétition interne au PPE, et élu à Helsinki en novembre dernier sous les acclamations de tous les chefs de gouvernement chrétiens-démocrates, Angela Merkel en tête, il reste aussi l'objet de critiques méprisantes de nombre d'observateurs européens : un peu comme l'était Arthur, que personne n'avait cru capable de tirer l'épée magique de son enclume. C'est l'autre mythe auquel devra se mesurer Manfred Weber.